

SORTIR OU RESTER DANS L'UNION EUROPÉENNE? EST-CE LA QUESTION?

Avec cette campagne présidentielle, il nous est asséné que le clivage se situerait entre les partisans de la sortie de l'Union européenne et ceux qui veulent y rester. Solution à quasi tous les problèmes pour les uns, catastrophe pour les autres.

S'il est juste de dénoncer la bureaucratie européenne, son libéralisme économique cassant les services publics, en quoi le capitalisme français (firmes agro-alimentaire, constructeurs automobiles, fabricants d'armes, producteurs-distributeurs d'énergie pillant d'autres pays, etc...) soutenu par son État (ministres et Président sont des V.R.P. de ces grands groupes dont les commerciaux les accompagnent régulièrement dans leurs voyages) améliorerait-il la situation des exploité(e)s, des opprimé(e)s, des classes populaires? Avant l'U.E., le capitalisme français, dans son cadre national, se comportait-il mieux à l'égard des travailleurs et de l'environnement? Les exploitait-il différemment?

Les acquis sociaux ont été arrachés par la lutte à l'avidité patronale et gouvernementale. Les congés payés, la semaine de 40 heures, n'ont pas été gentiment donnés par les gens de pouvoir. Les conventions collectives ont été obtenues par le rapport de force, par la grève.

Depuis la montée massive du chômage dès les années 1970, patronat et gouvernement mènent le combat pour réduire nombre de garanties collectives. La Sécurité sociale est attaquée (ticket modérateur, déremboursement de médicaments, recul de l'âge de départ en retraite, baisse des pensions...). L'ordre ne vient pas de l'U.E. mais de la logique d'accroissement des profits bien français. Le CAC 40 distribue chaque année plusieurs dizaines de milliards d'euros à ses actionnaires. La loi Travail, en encourageant la «*négo-ciation*» (comprendre le chantage patronal) au niveau de chaque boîte, détricote ce qui fondait le *Code du Travail* jusque là. L'U.E. appuie voire recommande ce type de contre-réformes.

La question de la sortie ou du main tien dans l'U.E. est un faux problème La population qui subit leur monde n'a pas plus de prise sur ce qui est dit et fait en son nom dans les cadres européens ou de l'État souverain. La classe dirigeante (européenne, nationale ou extra-européenne) est souveraine, pas le «*Peuple*» (au sens de la majeure partie de la population qui ne participe pas aux décisions). Il y a un jeu de rôles entre les représentants de l'U.E., les gestionnaires des États, les instances supranationales que sont le F.M.I. (*Fonds monétaire international*) et l'O.M.C. (*Organisation mondiale du commerce*).

Même s'ils se livrent concurrence, ils s'entendent pour que les affaires tournent et se développent, au grand bonheur des multinationales... y compris françaises, au travers de législations sur mesure et de traités adaptés. Tout ce petit monde cherche à maximiser les profits tout en évitant les révoltes populaires sur quelque territoire que ce soit. Il ne s'agit pas ici de «*complot*» mais de... lutte des classes! La Nation n'a jamais été l'ennemie du Capital. Elle est un subterfuge pour donner un semblant de lien entre exploités (les capitalistes et les politiciens gestionnaires) et exploités (travailleurs et chômeurs) pour mieux assurer la domination, donc les profits, des premiers.

C'est la question de la sortie du capitalisme et de son mode de régulation des rapports sociaux que sont les États qui est à poser. La taille de l'aquarium capitaliste n'a que peu d'intérêt (Région, État, UE, globalisation). Alors qu'on pourrait vivre et nager dans l'océan et nous reposer sur les plages au besoin ou à l'envi! Les souverainistes d'ici et d'ailleurs, et de tous bords, nous maintiennent in fine dans l'étouffante cage capitaliste. Ne remettant pas en cause la propriété privée des moyens de production, la logique de

profits, ne questionnant pas la finalité de ce qui est produit, ni l'autoritarisme de l'État (surveillance, contrôle, répression, troupes armées dans les rues), ils sont un élément de ce système. Même les services publics pris en mains par l'État sont un moyen de conditionnement, de contrôle de la population. Il est vrai que leur gestion directe, et la redéfinition de leurs missions, par les organisations de travailleurs et d'usagers ne sont pas vraiment à l'ordre du jour...

Pour autant, des revendications puisées dans le courant libertaire font jour dans une partie de la population, et même paradoxalement dans certains partis politiques: contrôle et révocabilité des élus, critique des écarts de richesses (sans aller toutefois jusque l'égalité économique)... Il s'agit certes d'un aménagement du système. Mais une partie du corps social semble se reconnaître dans des aspirations autogestionnaires. Ne serait-ce que l'intérêt grandissant pour les «*circuits courts*» en matière alimentaire. Ne nous appartient-il pas de pousser cette roue, montrant sa contradiction avec le maintien des structures capitalistes et étatiques, jusqu'à la... rupture révolutionnaire?! Vaste chantier assurément. A partir de ses fondamentaux, pratiques et théoriques, le mouvement anarchiste possède un capital (!) non négligeable de réflexions, de luttes, d'expérimentations à plus ou moins grandes échelles, localisées ou internationales, anciennes et actuelles... toujours en construction. Autogestion, entraide, fédération de communes, socialisation des moyens de production, coordination au moyen de mandats révocables... sont des idées et pratiques bien vivantes qui ne demandent qu'à se développer, sans références aux frontières, artificielles par définition.

Brisons la cage et organisons-nous pour vivre libres sur la planète entière.

S., *Groupe libertaire René Lochu*
Vannes.
